

Afrique des Grands Lacs

L'incertitude règne dans l'est du Zaïre

Bernard Duraud

L'Humanité, 27 novembre 1996

Les ministres des Affaires étrangères des Quinze se prononcent pour une conférence régionale sous l'égide de l'ONU et de l'OUA. La situation dans l'est zaïrois reste confuse.

LES ministres des Affaires étrangères des Quinze ont appelé à la tenue d'une conférence régionale sur la paix, la stabilité et le développement de la région de l'Afrique des Grands Lacs. Dans leurs conclusions adoptées à l'issue d'un Conseil à Bruxelles, les ministres de l'Union européenne ont estimé lundi soir qu'une telle conférence, sous l'égide de l'ONU et de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), permettrait de "garantir la stabilité" à long terme de la région.

Les ministres se sont "félicités" du retour d'un nombre important de réfugiés au Rwanda mais "ont exprimé leur préoccupation face au sort des réfugiés et des personnes déplacées dans l'est du Zaïre". Ils ont "noté" que les

discussions sur une intervention militaire dans la région se poursuivaient dans le cadre des Nations unies. Mais le ministre des Affaires étrangères français, Hervé de Charette, s'est dit "choqué" devant "l'apathie qu'on dissimule derrière d'interminables discussions", alors que le chef de la diplomatie britannique, Malcolm Rifkind, se serait montré le plus réticent à ce que l'UE s'engage plus clairement en faveur de l'envoi de soldats.

Les responsables militaires réunis dimanche à Stuttgart n'ont rien décidé, préférant s'en remettre aux gouvernements. Ils ont présenté plusieurs "options" pour assurer une aide "strictement humanitaire" aux réfugiés qui se trouvent encore au Zaïre. Mais l'intérêt suscité désormais par une telle "mission" est nettement retombé avec le retour de centaines de milliers de réfugiés au Rwanda.

Les actions entreprises la semaine dernière par le Comité internatio-

nal de la Croix-Rouge (CICR) et par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour acheminer par camions des vivres et des médicaments dans l'est du Zaïre, au départ de Kisangani, ont été peu concluantes. Ces organisations affirment ne pouvoir travailler dans la région et réclament que la force multinationale soit mise sur pied.

Des centaines de réfugiés rwandais arrivés hier à Goma, dans l'est du Zaïre, ont signalé une forte concentration de personnes errant à l'ouest et au sud de la ville de Saké, non loin de Goma, a rapporté un membre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ce mouvement pourrait être le prélude à une nouvelle vague de réfugiés succédant aux centaines de milliers de personnes déjà rentrées au Rwanda après l'intervention des Banyamulenge (rebelles zaïrois) contre les anciens militaires zaïrois et les milices hutu qui contrôlaient les camps. Ray Wilkinson, porte-parole du HCR à Goma, a fait état de l'arrivée à Saké, ces deux derniers jours, de 1.400 réfugiés venus de Bukavu et repartis vers le Rwanda en passant par Goma. "Mais maintenant, peut-être en raison des combats, les gens de Saké sont peut-être

partis dans les collines", a-t-il dit.

Un avion militaire américain a survolé hier Goma et Saké pour officiellement évaluer la situation des réfugiés auxquels les organisations humanitaires tentent de distribuer les vivres et l'eau potable dont ils sont privés depuis plusieurs semaines.

Les rebelles zaïrois ont interdit l'accès à Saké. Les organisations humanitaires ont dû quitter le Kivu lorsque les combats ont débuté en octobre, et les rebelles ne les ont pas laissé revenir depuis. Ils leur ont néanmoins permis cette semaine d'entreprendre un travail de repérage dans la région de Bukavu.

Le HCR estimait avant la mi-novembre le nombre de réfugiés rwandais au Kivu à 1,2 million. Mais leur nombre exact aujourd'hui et l'endroit où ils se trouvent sont souvent sujets à caution. Le gouvernement rwandais affirme qu'il ne reste plus de réfugiés et que seuls restent sur place des soldats de l'ancienne dictature rwandaise et des miliciens hutu accompagnés de leurs familles. Il estime dès lors qu'une force multinationale d'intervention ne se justifie pas et refuse en tout cas qu'elle soit basée au Rwanda.

BERNARD DURAUD.